

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1773 - 13 mai 1993 - 8 F

D 1773 EL SALVADOR: NATURE ET FONCTIONNEMENT DES ESCADRONS DE LA MORT

Poursuivant la publication d'extraits significatifs du rapport de la Commission de la vérité sur les graves violations des droits de l'homme dans le pays (cf. DIAL D 1771 et 1772), voici la partie concernant les escadrons de la mort.

Loin d'être des "bavures" à la limite du banditisme et du folklore, il apparaît à l'examen que ces commandos relèvent d'un système élaboré de collaboration clandestine - et redoutable - entre milieux de civils possédants et militaires du renseignement et des opérations spéciales.

Constitués progressivement à partir de 1975, avec la mise de la Garde nationale à la disposition de certains propriétaires terriens (cf. DIAL D 202, 370, 384 et 407), les escadrons de la mort sont vite devenus une machine à tuer (cf. DIAL D 438, 596, 689, 766, 841, 887, 922, 1095, 1210, 1456, 1578 et 1619).

Le document ci-dessous analyse les tenants et les aboutissants de cette organisation à ramifications internationales. Il étudie, à titre d'illustration, le cas du célèbre major D'Aubuisson (mis à l'écart de l'armée par le coup d'Etat des colonels réformistes en 1979, et décédé d'un cancer le 20 février 1992) comme pièce maîtresse du système originel; ainsi que le cas des services de renseignement militaire du 2e bureau.

Ce document fait directement suite à DIAL D 1771.

Note DIAL

D - ASSASSINATS DES ESCADRONS DE LA MORT

2. LE SYSTÈME DES ESCADRONS DE LA MORT

La Commission de la vérité a reçu un grand nombre de dénonciations sur de graves faits de violence présumément perpétrés par des escadrons de la mort. Les témoignages directement reçus représentent un total de 817 victimes de séquestration, disparition et exécution entre 1980 et 1991 (note 415).

Il ne fait aucun doute que ce qui est classé comme homicides perpétrés par les escadrons de la mort en secteur rural recouvre un nombre significatif du total des morts en El Salvador de 1980 à 1991. La Commission de la vérité a reçu une large information reposant sur les témoignages de multiples témoins, y compris de membres des forces armées et de membres civils des escadrons de la mort ayant admis et détaillé leur participation aux plus hauts niveaux de l'organisation, du fonctionnement et du financement de ces escadrons.

L'impact indéniable des multiples preuves reçues sur les escadrons de la mort nous pousse à dire publiquement que nous partageons le désir ardent des Salvadoriens - car cela est de la plus haute importance - non seulement de comprendre l'ampleur du phénomène en El Salvador, mais également de faire savoir à la communauté internationale son imbrication pernicieuse dans les structures formelles

de l'Etat, par action ou par omission. Une action décisive est exigée pour extirper cet infâme phénomène qui a causé tant de ravages en matière de droits de l'homme.

Entre 1980 et 1991 des violations de droits de l'homme ont été pratiquées de façon systématique et organisée par des groupes agissant en tant qu'escadrons de la mort. Il s'agit de l'organisation de groupes d'individus généralement habillés en civil et fortement armés qui opéraient clandestinement en camouflant leur affiliation et leur identité. Ils séquestraient des membres de la population civile et de groupes rebelles. Ils torturaient leurs otages, les faisaient disparaître, généralement en les exécutant (416).

Les escadrons, reliés à des structures d'Etat par participation active ou par tolérance, ont obtenu une capacité de contrôle d'une ampleur telle qu'ils ont largement dépassé les limites d'un phénomène isolé ou marginal pour se transformer en instrument de terreur et de pratique systématique d'élimination physique d'opposants politiques. Nombre d'autorités civiles et militaires en poste au cours des années quatre-vingt ont participé à ces groupes, les ont favorisés ou les ont tolérés. Même s'il n'est pas évident que ces organisations clandestines soient toujours présentes ou disposent encore de structures latentes, il reste qu'elles pourraient être réactivées quand on entend, dans de hautes sphères du pouvoir, des avertissements sur une relance éventuelle d'une guerre sale en El Salvador. Et comme le phénomène des escadrons de la mort est le type même de cette guerre sale qui a fini par détruire tout vestige d'un état de droit au cours du conflit armé, il importe que, dans l'Etat salvadorien, non seulement on adopte une attitude de vigilance et de fermeté pour prévenir toute renaissance de ce phénomène, mais qu'on sollicite la coopération internationale pour son éradication totale et définitive (417).

Origines et histoire

El Salvador a une longue histoire de violence pratiquée par des groupes qui ne relèvent pas de l'Etat ni de la criminalité ordinaire. La société salvadorienne a été pendant des décennies une société fragmentée avec un système judiciaire déficient, avec une tradition d'impunité pour des abus commis par des officiers et des membres des familles les plus puissantes. C'est également un pays disposant de peu de terre, de beaucoup d'habitants, avec d'énormes tensions sociales. Tout cela a contribué à créer un climat dans lequel la violence fait partie de la vie quotidienne.

La violence a été constitutive de la pratique du pouvoir officiel, sous l'orientation directe de fonctionnaires de l'Etat. Cela s'est reflété dans la persistance, tout au long de l'histoire du pays, au sein de l'Etat et des groupes de pouvoir, d'un comportement habituel de violence comme méthode de contrôle de la société civile. Les racines en sont profondes. Au cours des cent-cinquante dernières années diverses insurrections de paysans et de groupes indiens ont été violemment réprimées par l'Etat et par des groupes de civils armés par les propriétaires terriens.

Une sorte de connivence s'est établie entre chefs d'entreprises et propriétaires terriens qui sont entrés en relation étroite avec l'armée et les forces du renseignement et de la sécurité. Il s'agissait de découvrir de prétendus subversifs dans la société civile, afin de défendre le pays contre la menace d'une prétendue conjuration de l'étranger. Le contrôle de la subversion intérieure, comme priorité dans la défense de l'Etat, a favorisé la répression.

Les étapes sont diversifiées dans le processus de formation des escadrons de la mort au cours de ce siècle. C'est au début de la décennie 1910 que la Garde nationale a été créée et organisée. Dès sa création, des membres de la Garde nationale ont activement coopéré avec les grands propriétaires terriens, parfois

jusqu'à une répression brutale à l'encontre des ligues paysannes ou d'autres groupes ruraux menaçant leurs intérêts. Les commandants locaux de la Garde nationale "rendaient des services" ou louaient des soldats pour la protection des intérêts matériels des propriétaires terriens. Un peu après, on a commencé à utiliser les services de "paramilitaires", sélectionnés et armés par les militaires ou les latifundiaires. Ils se sont transformés en une sorte de "réseau du renseignement contre des subversifs" ou de "moyen local de terreur".

C'est-à-dire que, pratiquement depuis le début du siècle, une force de sécurité de l'Etat salvadorien a été affectée, par un gauchissement de perspective sur sa vraie fonction, au combat contre la grande majorité de la population civile. En 1932, des membres de la Garde nationale ainsi que l'armée et des groupes paramilitaires, en collaboration avec des propriétaires terriens locaux, ont perpétré un massacre connu sous le nom de "La tuerie" au cours duquel pas moins de 10.000 paysans ont été assassinés dans l'ouest du pays sous prétexte d'élimination d'une insurrection rurale.

Entre 1967 et 1979, le général José Alberto Medrano, qui commandait la Garde nationale, a organisé le groupe paramilitaire connu sous le nom de ORDEN (organisation démocratique nationale) (418). L'objectif de cette organisation était d'identifier et d'éliminer les prétendus communistes en milieu rural. Elle a également organisé l'Agence nationale du renseignement ANSESAL. Ces groupes ont servi à durcir toute une période d'hégémonie militaire en El Salvador, en semant sélectivement la terreur contre des subversifs, prétendument identifiés comme tels par les services de renseignement. La domination de l'armée s'est ainsi renforcée sur la société civile par la répression et le contrôle des populations. Durant ces années de dictature militaire, le gouvernement se maintenait essentiellement grâce à une "violence sélective".

Aussitôt après le coup d'Etat réformiste des jeunes militaires en 1979, une nouvelle période de violence extrême a commencé. Différents milieux de l'armée et du secteur privé sont entrés en compétition pour le contrôle de l'appareil de répression. Des centaines voire des milliers de personnes ont été assassinées parce qu'elles étaient considérées comme des sympathisants ou des membres actifs d'un mouvement de guérilla en expansion: le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN). Des membres de l'armée, de la police des finances, de la garde nationale et de la police nationale ont formé des "escadrons" pour supprimer les ennemis. Des groupes privés et semi-officiels ont également constitué leurs propres escadrons ou se sont rattachés aux structures qui prévalaient au sein de l'armée.

La Commission de la vérité a reçu des témoignages décrivant ce phénomène de violence locale. C'est le cas, par exemple, dans le village de Cojutepeque ainsi que dans les communes de San Rafael de los Cedros, d'El Rosario et de Monte San Juan dans le sud-est du département de Cuscatlán. Dans cette région, des membres de la défense civile, des militaires du détachement local, la garde nationale et des civils membres d'ORDEN ont participé à des escadrons qui ont tué des centaines de personnes. Au tribunal de Cojutepeque, le juge a montré que le registre des entrées pour 1980 comportait 141 cas d'homicides. Le juge a déclaré que 2.000 personnes avaient été assassinées dans le département de Cuscatlán au cours de cette année-là et qu'il était probable que moins de 20% de ces assassinats aient été enregistrés auprès des tribunaux.

Il convient de préciser que, s'il est théoriquement possible de faire la différence entre les escadrons de l'armée et les escadrons de civils, les frontières entre les deux sont cependant très souvent difficiles à établir. C'est ainsi que, même sans être intégré à la structure de l'Etat, ce système des escadrons bénéficiait de la tolérance voire du soutien des instances d'Etat. Les escadrons étaient fréquemment en lien avec l'armée et constituaient une structure de soutien aux activités militaires. Le caractère clandestin des opérations permettait de

camoufler la responsabilité de l'Etat en la matière et créait de la sorte un climat de totale impunité pour les assassins oeuvrant dans le cadre des escadrons. Une telle mentalité et la pratique de l'impunité sont un danger pour la société salvadorienne.

Deux cas illustrent la composition et le comportement des escadrons durant cette période: le groupe tournant autour du major D'Aubuisson, et les escadrons opérant à partir des services de renseignement de l'armée S-II ou C-II. La Commission de la vérité a estimé qu'il était opportun de décrire ces deux groupes car leurs actions ont provoqué l'inquiétude, la peur, et causé de graves dommages dans la société civile d'El Salvador. Mais ce ne sont évidemment pas les seuls escadrons de la mort ayant opéré dans le pays.

Le groupe dirigé par l'ancien major D'Aubuisson

Le coup d'Etat de 1979 a modifié la scène politique d'El Salvador (419). Une des tendances en conflit, directement affectée, était composée d'un noyau de militaires qui entendaient barrer la route aux groupes d'insurgés en armes comme à tout mouvement de réforme (420). Pour eux, la junte gouvernementale était "infiltrée d'officiers marxistes, ce qui pouvait être fatal pour l'indépendance et la liberté de la patrie salvadorienne en cas d'inaction de la partie anticommuniste du peuple" (421). Le leader de cette tendance a été l'ancien major Roberto D'Aubuisson qui avait occupé jusqu'en 1979 le troisième rang dans la hiérarchie de ANSESAL et qui, après avoir été passé aux cadres de réserve, a conservé une partie des archives de cette agence de renseignement.

L'ancien major D'Aubuisson a obtenu un soutien important de la part de personnalités civiles aux larges facilités financières et qui craignaient que leurs intérêts soient affectés par le programme de réformes annoncé par la junte gouvernementale. Ils étaient persuadés que le pays se trouvait sérieusement menacé par une insurrection marxiste qu'ils se devaient d'abattre. La Commission de la vérité a reçu de nombreux témoignages selon lesquels certains des plus riches propriétaires terriens et chefs d'entreprises dans le pays et hors du pays ont mis à la disposition des escadrons de la mort leurs maisons de campagne, leurs demeures, leurs véhicules et leurs gardes du corps. Ils ont également financé l'organisation et la maintenance des escadrons, en particulier ceux qui étaient dirigés par l'ancien major D'Aubuisson.

En même temps que grandissait le conflit social en El Salvador, les opérations subversives devenaient plus intenses. L'ancien major D'Aubuisson s'était placé en position privilégiée, ce qui lui a permis, par ses relations, de mettre en rapport un milieu social salvadorien très agressif avec le réseau de renseignement et d'opération des S-II des forces de sécurité. D'Aubuisson a été littéralement projeté sur le devant de la scène politique nationale comme leader indiscutable du seul courant capable d'"empêcher le gauchisme de prendre le pouvoir" (422). Il a donc choisi d'appliquer ce qui, selon lui, était la seule méthode utilisée par les subversifs: l'usage illégal de la force. "Oeil pour oeil", selon le dicton populaire.

D'Aubuisson a organisé des réunions entre civils disposant du pouvoir et des intérêts économiques, et groupes de militaires. Il est ainsi parvenu à mélanger stratégiquement deux ingrédients: l'apport des civils en moyens (argent, véhicules, armes, maisons, etc.), et la définition d'un nord politique pour les opérations des services de renseignement S-II. De cette façon, les attaques et les menaces contre les opposants civils et les individus suspectés de collaborer avec la guérilla ou de lui appartenir prenaient une coloration et un objectif politiques.

Pour l'ancien major D'Aubuisson, le fait de disposer des rapports des services de renseignement était de la plus haute importance, dans la mesure où cela servait la cause et la mise en oeuvre de ses plans politiques. Il n'a ménagé aucun effort à sa portée, soit en filtrant soit en réduisant l'information des forces de sécurité et de l'armée. Dans l'organisation politique qu'entretenait D'Aubuisson, toute cette information avait pour but "l'action directe", laquelle incluait explicitement les attentats individuels, les enlèvements, la "récupération de fonds" et les sabotages (423).

Après l'assassinat de Mgr Romero, dont l'ancien major D'Aubuisson a revendiqué la responsabilité dans des cercles très fermés (voir le cas de l'assassinat de Mgr Romero), son prestige et son influence ont grandi dans les milieux du pouvoir économique, ce qui lui a facilité des soutiens et des fonds accrus. L'incident de la propriété de campagne "San Luis" et son séjour temporaire au Guatemala n'ont aucunement interrompu la mise en oeuvre du projet de D'Aubuisson, car c'est précisément au Guatemala qu'il a pu établir des contacts avec des individus, des réseaux et des organisations anticommunistes aux liaisons internationales tels que Mario Sandoval Alarcón, Luis Mondizabal et Ricardo Lao.

Du Guatemala, D'Aubuisson a continué de garder l'initiative et le contrôle de nombreuses opérations menées par des groupes identifiés comme "escadrons de la mort". A son retour en El Salvador, il a disposé en permanence de sources de transmission et de mise à jour d'une abondante information en provenance des services de renseignement de la majorité des unités militaires ou des circonscriptions territoriales dont les chefs lui étaient politiquement favorables. Ils lui offraient également un soutien logistique efficace pour ses opérations, soutien consistant en prélèvement et rotation de soldats pour assurer sa sécurité personnelle et en dotation d'armes.

A l'état-major des armées on était au courant de ce constant filtrage de l'information. Non seulement il n'y a jamais eu de contrôle en la matière, mais l'accès aux données a toujours fait l'objet de calculs: de fait, des militaires haut gradés participaient activement au groupe de l'ancien major D'Aubuisson.

Il y a évidence substantielle (*) que l'action de l'ancien major D'Aubuisson au cours de cette période s'est exercée au sein de circuits occultes, par le biais desquels civils et militaires de haut niveau et de la base ont mêlé politique, assassinats et défense de leurs intérêts économiques, soucieux qu'ils étaient de combattre aussi bien l'opposition pacifique que la subversion armée.

L'un des intimes de D'Aubuisson a été son chef de la sécurité, Héctor Antonio Regalado. La Commission de la vérité a reçu suffisamment de preuves pour conclure que Regalado a non seulement formé son propre escadron de la mort dans le village de Santiago de Maria, mais qu'il a également veillé à la coordination et à l'entraînement des réseaux de D'Aubuisson dans la capitale. Regalado s'occupait de l'escadron de D'Aubuisson à partir de son bureau de l'Assemblée nationale, où ce Regalado était le chef de la sécurité à l'époque où D'Aubuisson se trouvait à la présidence de l'Assemblée nationale.

Escadrons qui opéraient à la 2e section du renseignement

Dans de nombreuses unités des forces armées, le fonctionnement de la section de renseignement (S-II) a été organisé sur le modèle des escadrons. Les opérations étaient effectuées par des membres des forces armées, habituellement en civil, sans insignes et se déplaçant dans des véhicules sans plaque minéralogique.

Les forces armées salvadoriennes disposaient également d'une structure secrète et clandestine de suivi du renseignement sur des objectifs politiques civils, à la

charge du Département n° 5 - Affaires civiles - de l'état-major qui recueillait l'information des S-II de chaque unité militaire ou des forces de sécurité. L'objectif de cette structure était d'obtenir les données fondamentales de l'information pour l'élaboration des plans d'action directe qui incluaient "l'élimination" des individus. Ces plans, dans certains cas, étaient transmis pour exécution aux unités opérationnelles des forces de sécurité respectives ou à l'armée elle-même.

Le cas suivant n'est qu'un exemple des nombreux cas d'escadrons de la mort de ce type.

Les escadrons du service de renseignement de la Garde nationale

Les témoignages et informations reçus par la Commission de la vérité, de la part d'anciens membres de la S-II de la Garde nationale, montrent que l'assassinat de Rodolfo Viera, président de l'Institut de réforme agraire (ISTA) et de deux experts nord-américains en janvier 1981 n'a pas été un acte isolé. Des éléments de cette unité, avec la complicité de civils économiquement influents, agissaient en escadron de la mort pour l'élimination des opposants politiques et de ceux considérés comme sympathisants de la gauche armée.

Un groupe de civils d'extrême-droite constitué de Hans Christ, Ricardo Sol Meza, Constantino Rampone et Ernesto Panamá jouait le rôle de "conseiller" auprès de la S-II de la Garde nationale. Ces personnes exerçaient une influence sur le travail de la S-II. Elles rendaient fréquemment visite à ses locaux pour rencontrer le chef de la Section II, le major Mario Denis Morán, et son second, le lieutenant Isidro López Sibrián. A diverses reprises ils ont offert de l'argent et des armes. Il existe également des preuves et des témoignages sur la présence de citoyens argentins fréquentant les locaux de la S-II, chargés par le groupe de civils en question d'exécuter des tâches allant jusqu'à l'assassinat.

Des informations en provenance de sources variées indiquent aussi que le major Morán, le lieutenant López Sibrián et le capitaine Eduardo Avila - tous trois à des postes de direction de la S-II ou en lien avec cette section - étaient membres d'escadrons de la mort en rapport avec les civils mentionnés ci-dessus.

La section du renseignement était composée de sous-sections comme "Opérations" et "Renseignement". Dans la sous-section "Renseignement", il y avait un groupe plus restreint chargé du "sale travail", spécialisé en interrogatoires, tortures et exécutions. Les membres ce groupe jouissaient de la confiance totale de leurs supérieurs et opéraient comme corps spécial au service de Morán et de López Sibrián respectivement n° 1 et n° 2 de la S-II. Ce groupe était composé, entre autres, de Rodolfo Orellana Osorio, Enoc Abel Campos ("Heidi"), René Mauricio Cruz González, Oscar Reinaldo Bonilla Monge et Mario Ernesto Aparicio. Ce groupe ne relevait pas de l'échelle hiérarchique des ordres; il ne recevait ses ordres que de Morán et de López Sibrián, avec entrées et sorties libres.

Conclusions

En raison du caractère clandestin de l'action, il n'est pas facile de reconstituer tous les liens existant entre les milieux de l'entreprise privée et les escadrons. Mais la Commission de la vérité n'a aucun doute sur ces relations étroites et sur le danger, pour l'avenir de la société salvadorienne, que des chefs d'entreprises ou des membres de familles riches ressentent le besoin d'agir comme par le passé - et puissent le faire en toute impunité - en finançant des groupes paramilitaires d'assassins.

Il faut également signaler que, pour sa part, le gouvernement des Etats-Unis tolérait, apparemment sans grande considération officielle, les agissements d'exi-

lés salvadoriens vivant à Miami, en particulier entre 1979 et 1983. Ce groupe d'exilés a directement financé quelques escadrons de la mort et indirectement dirigés. Il serait bon que d'autres enquêteurs, disposant de plus de moyens et de temps, fassent toute la lumière sur cette histoire tragique pour pouvoir donner l'assurance que ne se répétera jamais plus aux Etats-Unis une tolérance envers des personnes ayant quelque chose à voir avec des actes de terreur commis dans d'autres pays.

1. L'Etat salvadorien, dans les agissements de membres des forces armées et/ou de fonctionnaires civils, est responsable d'avoir aidé, encouragé et toléré le fonctionnement des escadrons de la mort qui ont illégalement attaqué des membres de la population civile.

2. Les institutions d'El Salvador doivent concentrer leurs efforts sur les investigations concernant les liens structurels prouvés entre les escadrons et des organes d'Etat. Il y a des hésitations et des craintes quant à l'existence, en milieu rural, de centaines d'anciens membres de la défense civile toujours armés. Ces personnes pourraient facilement se remobiliser pour commettre de nouveaux actes de violence dans l'avenir, si elles ne sont pas clairement identifiées puis désarmées.

3. Il est particulièrement important d'attirer l'attention sur les abus répétés des services de renseignement des forces de sécurité et des forces armées. Il est de la plus grande nécessité, pour l'avenir d'El Salvador, que l'Etat reste attentif dans son utilisation des services de renseignement et dans les pratiques de ce bras du gouvernement quand il identifie les personnes pour les tuer ou les faire disparaître. Une investigation devrait aboutir à une remise en ordre institutionnelle des services de renseignement, ainsi qu'à l'identification des responsables de cette pratique aberrante.

4. L'absence d'actions appropriées de la part du système judiciaire a constitué un facteur aggravant de l'impunité, ce manteau qui a couvert et continue de couvrir les membres et les responsables des escadrons de la mort en El Salvador.

5. Il est nécessaire de faire la lumière sur le rôle joué par des milieux de l'entreprise privée et des familles riches dans le financement et le fonctionnement des escadrons de la mort.

6. Le gouvernement doit reconnaître que, de par leur structure, leur organisation et leurs dotations en armes, il y a grave danger que les escadrons de la mort débouchent, comme cela s'est vérifié dans quelques cas, sur des activités illégales telles que le trafic de stupéfiants, le trafic d'armes et les séquestrations pour extorsion de fonds.

7. Le cas des escadrons de la mort en El Salvador est d'une importance telle qu'il exige une investigation spéciale. Qu'il fasse l'objet, en particulier, d'une action plus résolue de la part des organismes nationaux, avec la collaboration d'organisations étrangères qui disposeraient d'informations sur le sujet. Pour examiner un certain nombre de violations concrètes et pour situer les responsabilités, il faudra enquêter, cas par cas, sur les graves faits de violence commis par les escadrons de la mort.

Notes

(415) Sur ce total de 817 cas, 644 (soit 79%) correspondent à des exécutions extra-judiciaires.

(416) Les actions menées par la gauche, qui pourraient venir s'ajouter aux violences pratiquées les escadrons de la mort, sont regroupées dans la partie de ce rapport traitant des abus commis par la guérilla.

(417) Pour connaître en détail les agissements des escadrons de la mort, cf. les cas, dans ce rapport, d'assassinats de Mgr Oscar Arnulfo Romero, Mario Zamora et l'affaire Sheraton.

418) Fondée en 1963 par le général José Alberto Medrano. C'était un réseau à l'échelle nationale avec des représentants dans chaque commune, secteur et communauté, totalisant entre 50 et 100.000 membres. Les membres d'ORDEN agissaient en étroite collaboration avec les forces de sécurité. L'une de leurs principales fonctions était de "détecter" la présence et les activités de "subversifs", et d'en faire rapport aux autorités. Ils participaient également à des actions directes d'intimidation contre ceux qu'ils estimaient être leurs ennemis.

(419) Voir la chronologie. (Cf. DIAL D 583 et 598 - NdT.)

(420) Avec le coup d'Etat de 1979, près de 80 officiers de l'armée et des forces de sécurité ont été passés aux cadres de réserve. Entrevue avec Héctor Dada.

(421) "Cadre général de l'organisation de la lutte anti-marxiste en El Salvador", document saisi dans la propriété de campagne San Luis le 7 mai 1980, procès-verbal de saisie du 12 mai 1980 avec la mise des prévenus à la disposition du juge d'instruction militaire, preuve 4. (Cf. DIAL D 1771, p.3 - NdT.)

D'Aubuisson a suivi un entraînement militaire à Taïwan.

(422) Ibid.

(423) Ibid.

(*) Sur les trois "niveaux d'évidence" - totale, substantielle et suffisante - ou degrés de certitude des preuves définis par la Commission de la vérité pour la qualification de ses conclusions, cf. DIAL D 1763, p. 3 (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 385 F - Etranger 430 F. Avion Am. latine 500 F - USA-Canada-Afrique 470 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN 0399-6441